

Artikel 312. De tussenkomst is beperkt tot 50 % van de door de werkgever voorgelegde uitgaven.

Artikel 313. De overeenkomst houdende toekenning van de tussenkomst begint voor een maximale duur van twee jaar; ten vroegste op de datum waarop het bedrijf haar eerste aanvraag aan de Dienst gericht heeft en, laatstens op de datum van het begin van de eerste opleiding.

Artikel 314. De in artikelen 289, 290 en 292 van onderhavig besluit voorziene vordering is toepasselijk op de aanvragen die door onderhavige onderafdeling geregeld worden. »

Art. 2. Onderhavig besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en zal niet meer van kracht zijn vanaf 31 december 1992.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 12 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

F. 91 — 583

**12 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi (1)**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, IX, 2°;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure incitant davantage les employeurs à engager des demandeurs d'emploi difficiles à placer résulte du maintien en inactivité d'un grand nombre de cette catégorie de chômeurs;

Considérant que l'Exécutif régional wallon a dégagé des moyens budgétaires supplémentaires dans le cadre du programme « Plus » afin de financer ces incitants à l'embauche;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne qui a l'Emploi dans ses attributions,

Arrête :

Article 1er. Un article 278bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

« Art. 278bis. A l'exception des demandes ayant fait l'objet d'une décision avant l'entrée en vigueur de la section 1bis, la présente section cesse d'être applicable jusqu'au 31 décembre 1992 aux employeurs visés à l'article 278quater. »

Art. 2. Une section 1bis, rédigée comme suit, est insérée dans le titre V, dispositions particulières à la Région wallonne, du même arrêté :

« Section 1bis : Dispositions temporaires relatives à l'embauche.

Article 278ter. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° l'Office : l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM);

2° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions.

Article 278quater. Toute personne physique ou morale qui engage un demandeur d'emploi dans les liens d'un contrat de travail bénéficiant, aux conditions fixées par la présente section, d'une prime d'embauche, dénommée prime « PLUS ».

Sont toutefois exclus :

- 1° les personnes morales de droit public;
- 2° les personnes qui organisent un établissement d'enseignement, un centre psycho-médico-social libre ou un office libre d'orientation scolaire ou professionnelle;
- 3° les entreprises sans finalité industrielle ou commerciale;
- 4° les établissements de soins et d'hébergement;
- 5° les entreprises du spectacle;
- 6° les entreprises de travail intérimaire;
- 7° les employeurs qui occupent uniquement des travailleurs domestiques;
- 8° les personnes qui exercent une des professions libérales suivantes : médecins, pharmaciens, dentistes, professions paramédicales, vétérinaires, avocats, notaires, architectes et huissiers de justice;

(1) Référence au *Moniteur belge* : Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964.

9° les associations de fait et les sociétés civiles professionnelles formées par les personnes exerçant une des professions énumérées au 8°;

10° les entreprises qui n'ont pas de siège d'exploitation en Région wallonne.

Article 278quinquies. Est demandeur d'emploi au sens de l'article 278quater toute personne domiciliée et résidant en région wallonne qui est :

a) soit inscrite comme demandeur d'emploi auprès des services de l'Office et :

1° qui se trouve en période d'obligation scolaire à temps partiel;

2° ou qui, âgée de 18 ans au moins et de moins de 25 ans, est considérée comme étant à qualification réduite et est inscrite comme demandeur d'emploi depuis au moins 12 mois sans interruption.

N'est pas considéré comme étant à qualification réduite, le demandeur d'emploi titulaire d'un diplôme sanctionnant la réussite d'études universitaires ou de l'enseignement supérieur de type long ou court ou de l'enseignement secondaire général supérieur ou de l'enseignement technique secondaire inférieur;

3° ou qui, âgée d'au moins 40 ans, est inscrite comme demandeur d'emploi depuis au moins 12 mois sans interruption;

4° ou qui bénéficie du minimum de moyens d'existence depuis au moins 3 mois pour autant que le minimum de moyens d'existence n'ait pas été accordé après une sanction relative à un refus ou un abandon de travail;

5° ou dont l'aptitude au travail est réduite par suite d'une insuffisance ou d'une diminution soit d'au moins 20 % de sa capacité mentale soit d'au moins 30 % de sa capacité physique;

6° ou qui est occupée dans un emploi à temps partiel dont la durée des prestations est égale ou inférieure au tiers de la durée normale de travail à temps plein dans l'entreprise qui l'occupe;

7° ou qui est visée à l'article 171bis du présent arrêté;

8° ou qui est en formation professionnelle organisée ou agréée par l'Office ou le Fonds national de reclassement social des handicapés;

b) soit chômeur complet indemnisé non demandeur d'emploi et visée aux articles 153bis, 155 et 155ter du présent arrêté.

Pour l'application du présent article, la situation du demandeur d'emploi ou du chômeur est appréciée le jour où commence l'exécution du contrat.

Article 278sexies. Pour l'application de l'article 278quinquies, alinéa 1er, a, 2° et 3°, ne sont pas considérées comme périodes d'interruption :

1° les périodes d'interruption d'inscription qui, cumulées, ne dépassent pas 3 mois;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

Par ailleurs, la période d'inscription comme demandeur d'emploi est suspendue par :

1° les périodes d'emprisonnement en Belgique;

2° les périodes d'appel ou de rappel sous les armes ou de service civil.

Article 278septies. Le contrat de travail visé à l'article 278quater est conclu à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel.

Cependant, si le demandeur d'emploi est visé à l'article 278quinquies, alinéa 1er, a, 6°, l'engagement ne peut être conclu qu'à temps plein.

Article 278octies. L'octroi de la prime « PLUS » est subordonnée aux conditions suivantes :

1° le nombre de travailleurs déclarés à l'O.N.S.S. doit, à la fin de chacun des trois premiers trimestres donnant lieu à une intervention, être supérieur à celui déclaré à la fin de chacun des trois trimestres correspondant de l'année précédente d'au moins autant d'unités qu'il y a d'interventions accordées.

En ce qui concerne le dernier trimestre donnant lieu à une intervention le nombre de travailleurs déclarés à l'O.N.S.S. à la fin de ce trimestre doit être au moins égal à celui déclaré à la fin du trimestre au cours duquel l'engagement a eu lieu;

2° les emplois supplémentaires résultant des engagements visés à l'article 278quater de la présente section doivent être maintenus pendant une durée de deux ans à dater du début du premier trimestre ayant donné lieu à la prime « PLUS ». La preuve du maintien en activité des travailleurs pour lesquels la prime « PLUS » a été accordée ou de leurs remplaçants est établie par la production du relevé nominatif introduit à l'O.N.S.S. au terme de chacun des huit trimestres concernés.

Article 278novies. La prime « PLUS » visée à l'article 278quater est de 40 000 francs par trimestre civil complet d'occupation du demandeur d'emploi engagé à temps plein.

Elle est accordée pendant quatre trimestres maximum.

Le premier trimestre pendant lequel elle est accordée est celui qui suit le début de l'exécution du contrat.

En cas d'occupation à temps partiel, le montant de la prime « PLUS » est réduit proportionnellement.

Article 278decies. Un employeur ne peut bénéficier de plus de quatre primes « PLUS » pendant un même trimestre.

Article 278undecies. Un employeur ne peut bénéficier d'une prime « PLUS » si, pour le même engagement, il bénéficie par ailleurs d'une autre aide ou prime accordée par la Région wallonne.

Article 278duodecies. La demande de prime « PLUS » est introduite au plus tard à la fin du trimestre qui suit celui au cours duquel commence l'exécution du contrat.

Elle est introduite auprès des services subrégionaux de l'Office et instruite par celui-ci.

Y sont joints les documents suivants :

1° une situation détaillée de l'évolution de l'emploi dans l'entreprise au cours des trois trimestres précédant le début de l'exécution du contrat;

2° les attestations ONSS relatives à ces trois trimestres;

3° l'identité, le domicile et la résidence du demandeur d'emploi engagé;

4° une attestation de l'Office indiquant la catégorie visée à l'article 278quinquies à laquelle le demandeur d'emploi engagé appartenait;

5° une déclaration de l'employeur affirmant qu'il est soumis à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et qu'il n'est pas un des employeurs visés à l'article 278quater, alinéa 2;

6° une copie de contrat de travail conclu avec le demandeur d'emploi engagé;

7° un engagement de l'employeur à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Office d'exercer dans l'entreprise ou auprès de son mandataire le contrôle de l'application des dispositions de la présente section.

Article 278ter decies. Le Comité subrégional de l'emploi et de la formation compétent donne son avis dans un délai de trente jours à dater de l'introduction de la demande.

Passé ce délai, l'avis n'est plus requis.

L'avis défavorable doit être motivé.

Article 278quater decies. Le Ministre notifie à l'employeur sa décision quant à l'octroi de la prime « PLUS ».

La prime « PLUS » est accordée dans les limites des crédits budgétaires disponibles pour l'année en cours au moment de l'introduction de la demande.

Article 278quinquies decies. Le paiement est effectué par l'Office à l'expiration de chaque trimestre civil sur production de l'attestation trimestrielle correspondante de l'Office national de sécurité sociale.

Article 278sexies decies. § 1er. Est exclu du bénéfice de la prime « PLUS » :

1° l'employeur qui a licencié un ou plusieurs travailleurs afin de les remplacer par un ou plusieurs demandeurs d'emploi pour lesquels il demande le bénéfice de la prime « PLUS »;

2° l'employeur qui, au cours des trois dernières années précédant l'introduction de la demande, a été sanctionné pour n'avoir pas respecté les réglementations qui sont applicables en matière de rémunérations et autres conditions de travail.

Cette exclusion produit ses effets à partir du premier jour du trimestre civil au cours duquel elle est décidée.

§ 2. Est tenu de restituer la prime « PLUS » :

1° l'employeur qui a bénéficié d'une prime « PLUS » en violation de la présente section;

2° l'employeur qui commet les actes cités au § 1er, 1°, entre le moment de l'introduction de la demande et la fin de la période prévue dans la décision d'octroi de la prime « PLUS ».

§ 2. En cas de démission ou de licenciement pour motif grave du demandeur d'emploi avant l'expiration de la période visée à l'article 278novies, la prime « PLUS » est maintenue jusqu'à l'expiration de cette période en cas d'engagement, dans les conditions prévues à la présente section, d'un demandeur d'emploi en remplacement de celui dont l'occupation a cessé.

§ 4. L'action en restitution des interventions se prescrit par trois ans à dater du paiement. »

Art. 3. Pour l'application de l'arrêté royal n° 5 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, à la prime visée par le présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

« L'Etat » : la Région wallonne;

« Le Roi » : le Ministre.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Art. 5. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

D. 91 — 583

12. DEZEMBER 1990

Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Gewährung einer Einstellungsprämie an Arbeitsgeber,
die einen Arbeitsuchenden einstellen (1)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, IX, Nr. 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit;

(1) Quellenangabe *Belgisches Staatsblatt* :

Königlicher Erlaß vom 20. Dezember 1963, *Belgisches Staatsblatt* vom 18. Januar 1964.

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Notwendigkeit, unverzüglich eine Maßnahme zu ergreifen, die die Arbeitgeber zur Einstellung von schwer vermittelbaren Arbeitssuchenden anreizen soll, sich daraus ergibt, daß eine große Anzahl dieser Kategorie von Arbeitslosen unbeschäftigt bleibt;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regionalexekutive im Rahmen des « PLUS »-Programms zusätzliche Haushaltsmittel bereitgestellt hat, um diese Einstellungsanreize zu finanzieren;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In den Königlichen Erlaß vom 20. Dezember 1983 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit wird ein wie folgt lautender Artikel 278 bis eingefügt :

« Art. 278 bis. Mit Ausnahme der Anträge, über die vor Inkrafttreten des Abschnittes 1 bis ein Beschluß gefaßt worden ist, findet vorliegender Abschnitt bis zum 31. Dezember 1992 keine Anwendung mehr auf Arbeitgeber im Sinne von Artikel 278 quater. »

Art. 2. In Titel V. — Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region — desselben Erlasses wird ein wie folgt lautender Abschnitt 1 bis eingefügt :

« Abschnitt 1 bis : Zeitweilige Bestimmungen in bezug auf die Einstellung von Arbeitskräften.

Artikel 278 ter. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnittes ist :

1. das Amt : das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung (GRABA);
2. der Minister : der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört,

Artikel 278 quater. Jede natürliche oder juristische Person, die einen Arbeitssuchenden im Rahmen eines Arbeitsvertrags einstellt, kann unter den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen eine Einstellungsprämie, « PLUS »-Prämie genannt, erhalten.

Ausgeschlossen sind jedoch :

1. Juristische Personen des öffentlichen Rechts;
2. Personen, die eine Lehranstalt, ein freies psychomedizinisch-soziales Zentrum oder ein freies Schul- oder Berufsberatungsamt organisieren;
3. Unternehmen ohne industrielle oder kommerzielle Zweckbestimmtheit;
4. Pflege- und Beherbergungsanstalten;
5. Unternehmen des Schaugeschäfts;
6. Zeitarbeitsunternehmen;
7. Arbeitgeber, die nur Hausangestellte beschäftigen;
8. Personen, die einen der folgende freien Berufe ausüben : Ärzte, Apotheker, Zahnärzte, Heilhilfsberufe, Tierärzte, Rechtsanwälte, Notare, Architekten und Gerichtsvollzieher;
9. nicht rechtsfähige Vereine und gewerbliche Gesellschaften des bürgerlichen Rechts, die von Personen errichtet worden sind, die einen der in Nr. 8 aufgezählten Berufe ausüben;
10. Unternehmen, die keinen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben.

Artikel 278 quinquies. Arbeitssuchender im Sinne von Artikel 278 quater ist, wer seinen Wohnsitz und seinen Aufenthalt in der Wallonischen Region hat und :

a) entweder als Arbeitssuchender bei den Dienststellen des Amtes eingetragen ist und :

1. der Teilzeitschulpflicht unterliegt ;
2. oder mindestens 18 Jahre und weniger als 25 Jahre alt ist, als Person mit geringen Fachkenntnissen betrachtet wird und seit mindestens 12 Monaten ununterbrochen als Arbeitssuchender eingetragen ist;

Der Arbeitssuchende, der Inhaber eines Diploms ist, das den erfolgreichen Abschluß eines Universitätsstudiums oder eines Hochschulstudiums des kurzen oder des langen Typs oder der Oberstufe des allgemeinbildenden Sekundarunterrichts oder der Unterstufe des technischen Sekundarunterrichts bestätigt, wird nicht als Person mit geringen Fachkenntnissen betrachtet.

3. oder mindestens 40 Jahre alt ist und seit mindestens 12 Monaten ununterbrochen als Arbeitssuchender eingetragen ist;

4. oder seit mindestens 3 Monaten das Existenzminimum bezieht, sofern das Existenzminimum nicht nach einer Strafmaßnahme in bezug auf eine Arbeitsverweigerung oder die Aufgabe der Stellung gewährt worden ist;

5. oder infolge einer Unzulänglichkeit oder Minderung um mindestens 20 % seiner geistigen Leistungsfähigkeit oder um mindestens 30 % seiner körperlichen Leistungsfähigkeit nur begrenzt arbeitsfähig ist;

6. oder eine Teilzeitbeschäftigung ausübt, wobei seine Arbeitszeit höchstens ein Drittel der gewöhnlichen Arbeitszeit beträgt, die ein Vollzeitbeschäftigter im Unternehmen, das ihn beschäftigt, zu leisten hat;

7. oder in Artikel 171 bis des vorliegenden Erlasses erwähnt ist;

8. oder an einer Berufsbildung teilnimmt, die vom Amt oder vom Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten organisiert oder zugelassen ist.

b) oder nicht arbeitssuchender Vollarbeitsloser ist, der Arbeitslosengeld bezieht und in den Artikeln 153 bis, 155 und 156 ter des vorliegenden Erlasses erwähnt ist.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels geht man zur Bestimmung der Lage des Arbeitssuchenden bzw. des Arbeitslosen von dem Tag aus, an dem die Vertragserfüllung beginnt.

Artikel 278*sixies*. Für die Anwendung von Artikel 278*quinquies* Abs. 1 Lit. a) Nrn. 2 und 3 werden folgende Zeiten nicht als Unterbrechungen betrachtet :

1. die Zeiten, in denen die Eintragung unterbrochen worden ist und die zusammen 3 Monate nicht überschreiten,
2. die Zeiten, die in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben,
3. die Zeiten, die in Anwendung der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Entschädigung von Arbeitsunfällen, Wegeunfällen und Berufskrankheiten zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben.

Ferner wird die Zeit der Eintragung als Arbeitsuchender ausgesetzt durch :

1. die Haftzeiten in Belgien;
2. die Zeiten, in denen der Betreffende einberufen bzw. wiedereinberufen worden ist oder seinen Zivildienst leistet.

Artikel 278*septies*. Der Arbeitsvertrag, der in Artikel 278*quater* erwähnt ist, wird auf unbestimmte Zeit für eine Vollzeit- oder eine Teilzeitbeschäftigung abgeschlossen.

Wenn es sich jedoch um einen Arbeitsuchenden im Sinne von Artikel 278*quinquies* Abs. 1 Lit. a) Nr. 6 handelt, darf der Vertrag nur für eine Vollzeitbeschäftigung abgeschlossen werden.

Artikel 278*octies*. Die Gewährung der « PLUS »-Prämie ist an folgende Bedingungen gebunden :

1. Die Zahl der beim LASS gemeldeten Arbeitnehmer muß am Ende eines jeden der ersten drei Quartale, die Anlaß zur Gewährung einer Leistung geben, im Verhältnis zu der am Ende eines jeden der drei entsprechenden Quartale des Vorjahres gemeldeten Zahl mindestens um so viele Einheiten höher liegen, wie Leistungen gewährt worden sind.

Für das letzte Quartal, das Anlaß zur Gewährung einer Leistung gibt, muß die Zahl der beim LASS gemeldeten Arbeitnehmer am Ende dieses Quartals mindestens der Zahl entsprechen, die am Ende des Quartals, in dem die Einstellung erfolgt ist, gemeldet worden ist.

2. Die zusätzlichen Stellen, die sich aus den Einstellungen im Sinne von Artikel 278*quater* vorliegenden Abschnitts ergeben, müssen ab Beginn des ersten Quartals, das Anlaß zur Gewährung einer « PLUS »-Prämie gegeben hat, mindestens zwei Jahre lang aufrechterhalten werden. Der Beweis der Weiterbeschäftigung der Arbeitnehmer, für die die « PLUS »-Prämie gewährt worden ist, bzw. ihres Ersatzes erfolgt durch Vorlage des am Ende eines jeden der acht betreffenden Quartale beim LASS eingereichten Namensverzeichnisses.

Artikel 278*novies*. Die « PLUS »-Prämie im Sinne von Artikel 278*quater* beträgt 40 000 Franken pro volles Kalenderquartal, in dem der für eine Vollzeitbeschäftigung eingestellte Arbeitnehmer beschäftigt wird.

Sie wird für höchstens vier Quartale gewährt.

Das erste Quartal, in dem sie gewährt wird, ist das Quartal, das dem Beginn der Vertragserfüllung folgt.

Bei einer Teilzeitbeschäftigung wird der Betrag der « PLUS »-Prämie proportional verringert.

Artikel 278*decies*. Ein Arbeitgeber darf für ein und dasselbe Quartal nicht mehr als vier « PLUS »-Prämien erhalten.

Artikel 278*undecies*. Ein Arbeitgeber darf die « PLUS »-Prämie nicht erhalten, wenn er für dieselbe Einstellung bereits eine andere von der Wallonischen Region bewilligte Beihilfe oder Prämie erhält.

Artikel 278*duodecies*. Der Antrag auf Gewährung einer « PLUS »-Prämie wird spätestens am Ende des Quartals nach demjenigen, in dem die Vertragserfüllung beginnt, eingereicht.

Er wird bei den subregionalen Dienststellen des Amtes eingereicht und von diesem bearbeitet.

Folgende Unterlagen sind dem Antrag beizufügen :

1. eine ausführliche Beschreibung der Entwicklung der Beschäftigung innerhalb des Unternehmens im Laufe der 3 Quartale vor Beginn der Vertragserfüllung;
2. die LASS-Bescheinigungen für diese 3 Quartale;
3. die Identität, der Wohnsitz und der Aufenthalt des eingestellten Arbeitsuchenden;
4. eine Bescheinigung des Amtes, die angibt, zu welcher der in Artikel 278*quinquies* erwähnten Kategorien der eingestellte Arbeitsuchende gehörte;
5. eine Erklärung des Arbeitgebers, die bestätigt, daß er dem Gesetz vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzeserlasses vom 28. Dezember 1944 über die soziale Sicherheit der Arbeitnehmer unterliegt und daß er nicht zu den in Artikel 278*quater* Abs. 2 erwähnten Arbeitgebern gehört;
6. eine Kopie des mit dem eingestellten Arbeitsuchenden abgeschlossenen Arbeitsvertrags;
7. eine Erklärung des Arbeitgebers, mit der er sich verpflichtet, den Beamten und Bediensteten des Amtes zu gestatten, im Unternehmen oder bei seinem Beauftragten die Kontrolle der Anwendung der Bestimmungen vorliegenden Abschnittes vorzunehmen.

Artikel 278*ter decies*. Der zuständige subregionale Ausschuß für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung gibt sein Gutachten innerhalb dreißig Tagen ab dem Tag der Einreichung des Antrags ab.

Nach Ablauf dieser Frist ist das Gutachten nicht mehr erforderlich.

Das ungünstige Gutachten muß mit Gründen versehen werden.

Artikel 278*quater decies*. Der Minister stellt dem Arbeitgeber seinen Beschluß über die Gewährung der « PLUS »-Prämie zu.

Die « PLUS »-Prämie wird im Rahmen der Haushaltsmittel gewährt, die für das zum Zeitpunkt der Antragstellung laufende Jahr zur Verfügung stehen.

Artikel 278*quinquies decies*. Das Amt nimmt die Zahlung bei Ablauf jedes Kalenderquartals gegen Vorlage der entsprechenden Vierteljahresbescheinigung des Landesamtes für Soziale Sicherheit vor.

Artikel 278*saxies decies*. § 1. Der Arbeitgeber ist vom Genuß der « PLUS »-Prämie ausgeschlossen,

1. wenn er einen oder mehrere Arbeitnehmer entlassen hat, um sie durch einen oder mehrere Arbeitsuchende zu ersetzen, für die er den Vorteil der « PLUS »-Prämie beantragt,

2. wenn er innerhalb der drei letzten Jahre vor der Einreichung des Antrags bestraft worden ist, weil er die für die Entlohnungen und anderen Arbeitsbedingungen geltenden Ordnungen nicht eingehalten hat.

Dieser Ausschluß gilt ab dem ersten Tag des Kalenderquartals, in dem er beschlossen worden ist.

§ 2. Der Arbeitsgeber ist zur Rückzahlung der « PLUS »-Prämie verpflichtet,

1. wenn er eine « PLUS »-Prämie in Übertretung des vorliegenden Abschnittes erhalten hat,

2. wenn er zwischen dem Zeitpunkt der Antragstellung und dem Ende des im Beschluß zur Gewährung der « PLUS »-Prämie vorgesehenen Zeitraums die in § 1, Nr. 1 erwähnten Handlungen begeht.

§ 3. Wenn der Arbeitsuchende vor Ablauf des in Artikel 278^{novies} erwähnten Zeitraums kündigt oder aus einem schwerwiegenden Grund entlassen wird, wird die « PLUS »-Prämie bis zum Ablauf dieses Zeitraums beibehalten, wenn unter den im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Bedingungen ein Arbeitsuchender als Ersatz für denjenigen, dessen Beschäftigung aufgehört hat, eingestellt wird.

§ 4. Die Klage auf Rückerstattung der Leistungen verjährt in 3 Jahren ab dem Tag der Zahlung. »

Art. 3. Für die Anwendung des Königlichen Erlasses nr. 5 über die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung der Zuschüsse auf die im vorliegenden Erlaß erwähnte Prämie versteht man unter :

« Staat » : die Wallonische Region.

« König » : den Minister.

Art. 4. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt am 31. Dezember 1992 außer Kraft.

Art. 5. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 12. Dezember 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionale Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonischen Region,

E. HISMANS

VERTALING

N. 91 — 583

12 DECEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot toekennig van een indienstnemingspremie aan werkgevers
die een werkzoekende in dienst nemen (1)

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, IX, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM);

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak onverwijld een maatregel te treffen waarbij de werkgevers meer aangezet worden om moeilijk te plaatsen werkzoekenden in dienst te nemen voorkomt uit het in non-activiteit houden van een groot aantal dezer werklozen;

Overwegend dat de Waalse Gewestexecutieve bijkomende budgettaire middelen vrij gemaakt heeft in het kader van het « PLUS-programma » ten einde deze aanzetten tot indienstneming te financieren;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort,

Besluit :

Artikel 1. Eén als volgt opgesteld artikel 278^{bis} wordt in het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid gevoegd :

« Artikel 278^{bis}. Met uitzondering van de aanvragen die het onderwerp waren van een beslissing vóór de inwerkingtreding van afdeling 1^{bis}, houdt onderhavige afdeling op van toepassing te zijn op de in artikel 278^{quater} bedoelde werkgevers tot 31 december 1992. »

Art. 2. Een als volgt opgestelde afdeling 1^{bis} wordt in titel V, bepalingen eigen aan het Waalse Gewest, van hetzelfde besluit gevoegd :

« Afdeling 1^{bis}. Tijdelijke maatregelen inzake indienstneming.

Artikel 278^{ter}. Voor de toepassing van onderhavige afdeling wordt verstaan onder :

1° de Dienst : de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM);

2° de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort.

Artikel 278^{quater}. Iedere natuurlijke of rechtspersoon die een werkzoekende in dienst neemt door een arbeidsovereenkomst geniet, onder de voorwaarden vastgesteld in onderhavige afdeling, van een indienstnemingspremie, « Plus-premie » genaamd.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* : Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964.

Worden echter ervan uitgesloten :

- 1° de publiekrechtelijke rechtspersonen;
- 2° de personen die een onderwijsinstelling, een vrij psycho-medisch-sociaal centrum of een vrije dienst voor school- of beroepsoriëntatie inrichten;
- 3° de ondernemingen zonder industrieel of commercieel doeleinde;
- 4° de verzorgings- en verblijfinstellingen;
- 5° de schouwspelbedrijven;
- 6° de uitzendbureaus;
- 7° de werkgevers die uitsluitend huispersoneel in dienst hebben;
- 8° de personen die één der volgende vrije beroepen uitoefenen : dokters, apothekers, tandartsen, paramedische beroepen, veeartsen, advocaten, notarissen, architecten en gerechtsdeurwaarders;
- 9° de feitelijke vennootschappen en de burgerlijke beroepsvennootschappen samengesteld door personen die één der sub 8° opgesomde beroepen uitoefenen;
- 10° de ondernemingen zonder uitbatingencentrum in het Waalse Gewest.

Artikel 278*quinquies*. Is werkzoekende in de zin van artikel 278*quater*, tedere in het Waalse Gewest woonachtige en verblijvende persoon die :

a) hetzij ingeschreven is als werkzoekende bij de diensten van de Dienst en :

- 1° die deeltijds schoolplichtig is;
- 2° of die, zijnde minstens 18 jaar en nog geen 25 jaar oud, aanzien wordt als minder gekwalificeerd en die sinds ten minste 12 maanden ononderbroken als werkzoekende ingeschreven is.

Wordt niet aanzien als minder gekwalificeerd de werkzoekende die titularis is van een diploma dat het slagen bekrachtigt van universitaire studies of van studies van het hoger onderwijs van het lange of korte type of van het algemeen hoger secundair onderwijs of van het lager technisch secundair onderwijs;

- 3° of die, zijnde ten minste 40 jaar oud, sinds minstens 12 maanden ononderbroken als werkzoekende ingeschreven is;

4° of die sinds minstens 3 maanden van het bestaansminimum geniet voor zover dit bestaansminimum niet toegekend werd na een sanctie betreffende een werkweigering of werkverlating;

5° of waarvan de werkgeschiktheid verminderd is ten gevolge van een ontoereikendheid of vermindering van hetzij minstens 20 % van zijn geestelijk vermogen, hetzij minstens 30 % van zijn fysisch vermogen;

6° of die tewerkgesteld is in een deeltijdse betrekking waarvan de duur gelijk of lager is dan het derde van de normale duur van een voltijds werk in het bedrijf waar hij in dienst is;

7° of die bedoeld is in artikel 171*bis* van onderhavig besluit;

8° of die een beroepsopleiding geniet dewelke ingericht of erkend is door de Dienst of door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

b) hetzij volledig uitkeringsgerechtigde niet-werkzoekende werkloze is en die bedoeld is in artikelen 153*bis*, 155 en 155*ter* van onderhavige besluit.

Voor de toepassing van onderhavig artikel wordt de situatie van de werkzoekende of van de werkloze in acht genomen op de dag van het begin van de kontractuitvoering.

Artikel 278*sexies*. Voor de toepassing van artikel 278*quinquies*, eerste lid, a, 2° en 3°, worden niet als onderbrekingsperiodes aanzien :

- 1° de periodes van inschrijvingsonderbreking die, gecumuleerd, niet langer dan 3 maanden zijn;
- 2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten.

Bovendien wordt de periode van inschrijving als werkzoekende onderbroken door :

1° de periodes van gevangenisstraf in België;

2° de periodes van oproep of wederoproep onder de wapens of van burgerlijke dienst.

Artikel 278*septies*. De in artikel 278*quater* bedoelde arbeidsovereenkomst wordt aangegaan voor een voltijdse of deeltijdse onbepaalde duur.

Nochtans, indien de werkzoekende bedoeld is in artikel 278*quinquies*, 1e lid, a, 6°, mag de indienstneming slechts voltijds aangegaan worden.

Artikel 278*octies*. De toekenning van de « Plus-premie » is onderworpen aan volgende voorwaarden :

1° het aantal bij de R.S.Z. aangegeven werknemers moet, op het einde van elk der drie eerste trimesters gevende aanleiding tot een tussenkomst, met minstens zoveel eenheden als toegekende tussenkomsten hoger zijn dan hetwelk aangegeven op het einde van elk der drie overeenstemmende trimesters van het vorig jaar.

Wat betreft het laatste trimester gevende aanleiding tot een tussenkomst, moet het aantal bij de R.S.Z. aangegeven werknemers ten minste gelijk zijn aan het aantal dat aangegeven werd op het einde van het trimester tijdens hetwelk de indienstneming plaats vond;

2° de bijkomende betrekkingen voortkomend uit de in artikel 278*quater* van onderhavige afdeling bedoelde indienstneming moeten behouden worden gedurende twee jaar vanaf het begin van het eerste trimester gevende aanleiding tot de « Plus-premie ».

Het bewijs van de indiensthouding van de werknemers waarvoor de « Plus-premie » toegekend werd of van hun vervangers wordt vastgesteld door de voorlegging van de nominatieve staat ingediend bij de R.S.Z. op het einde van elk der acht betrokkene trimesters.

Artikel 278*novies*. De in artikel 278*quater* bedoelde « Plus-premie » bedraagt 40 000 F per volledige werk-kalendertrimester van de voltijds indienstgenomen werknemer.

Zij wordt voor maximum vier trimesters toegekend.

Het eerste trimester tijdens hetwelk zij toegekend is, is het trimester dat het begin van de uitvoering van het kontract volgt.

In geval van deeltijds werk is het bedrag van de « Plus-premie » evenredig verminderd.

Artikel 278*decies*. Een werkgever kan niet meer dan vier « Plus-premies » genieten tijdens eenzelfde trimester.

Artikel 278*undecies*. Een werkgever kan niet van een « Plus-premie » genieten indien, voor eenzelfde indienstneming, hij reeds van een andere door het Waalse Gewest toegekende hulp of premie geniet.

Artikel 278*duodecies*. De aanvraag om een « Plus-premie » wordt ingediend ten laatste op het einde van het trimester na hetwelk de uitvoering van het kontrakt begonnen is.

Zij wordt ingediend bij de subregionale diensten van de Dienst en door hem behandeld.

De volgende stukken worden erbij gevoegd :

1° een gedetailleerde toestand van de evolutie van de tewerkstelling in het bedrijf tijdens de drie trimesters voorafgaand het begin van de uitvoering van het kontrakt;

2° de R.S.Z.-attesten betreffende deze drie trimesters;

3° de identiteit, de woonplaats en de verblijfplaats van de indienstgenomen werkzoekende;

4° een attest van de Dienst waarbij de in artikel 278*quinquies* bedoelde categorie tot dewelke de indienstgenomen werkzoekende behoorde, aangeduid wordt;

5° een verklaring van de werkgever waarbij hij bevestigt dat hij onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en dat hij geen van de in artikel 278*quater*, 2e lid, bedoelde werkgevers is;

6° een afschrift van de arbeidsovereenkomst afgesloten met de indienstgenomen werkzoekende;

7° een verbintenis van de werkgever waarbij de ambtenaren en agenten van de Dienst toegelaten worden in het bedrijf of bij zijn lasthebber de toepassing van de bepalingen van onderhavige afdeling te controleren.

Artikel 278*ter decies*. Het bevoegde subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming geeft zijn advies binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

Na deze termijn is het advies niet meer gevraagd.

Het ongunstig advies moet met redenen omschreven zijn.

Artikel 278*quater decies*. De Minister betekent zijn beslissing betreffende de toekenning van de « Plus-premie » aan de werkgever.

De « Plus-premie » wordt toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten die beschikbaar zijn voor het lopende jaar op het moment van de indiening van de aanvraag.

Artikel 278*quinquies decies*. De betaling geschiedt door de Dienst op het einde van elke kalendertrimester op voorlegging van het overeenstemmend driemaandelijks attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

Artikel 278*sexies decies*. § 1. Wordt uitgesloten van het voordeel van de « Plus-premie » :

1° de werkgever die één of meerdere werknemers ontslagen heeft ten einde ze te vervangen door één of meerdere werkzoekenden waarvoor hij het voordeel van de « Plus-premie » aanvraagt;

2° de werkgever die, tijdens de laatste drie jaren vóór de indiening van de aanvraag, gestraft werd wegens niet-naleving van de reglementeringen die van toepassing zijn inzake bezoldiging en andere werkomstandigheden.

Deze uitsluiting heeft uitwerking vanaf de eerste dag van het kalendertrimester tijdens hetwelk zij besloten wordt.

§ 2. Wordt ertoe gehouden de « Plus-premie » terug te betalen :

1° de werkgever die een « Plus-premie » genoten heeft bij overtreding van onderhavige afdeling;

2° de werkgever die de in § 1, 1°, handelingen verricht tussen het ogenblik van de indiening van de aanvraag en het einde van de periode die voorzien is in de beslissing tot toekenning van de « Plus-premie ».

§ 3. In geval van ontslag of affanking wegens ernstige redenen van de werkzoekende vóór het einde van de in artikel 278*novies* bedoelde periode, wordt de « Plus-premie » gehandhaafd tot het einde van deze periode in geval van indienstneming, onder de in onderhavige afdeling voorziene voorwaarden, van een werkzoekende ter vervanging van de werkzoekende wiens indienstneming beëindigd is.

§ 4. De vordering tot terugbetaling van de tegemoetkomingen is voorgeschreven per drie jaar vanaf de betaling. »

Art. 3. Voor de toepassing van het koninklijk besluit nr. 5 betreffende het toezicht op de toekenning en het gebruik van toelagen, op de in onderhavig besluit bedoelde premie, dient te worden verstaan onder :

« de Staat » : het Waalse Gewest;

« de Koning » : de Minister.

Art. 4. Onderhavig besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en zal niet meer van kracht zijn vanaf 31 december 1992.

Art. 5. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort, wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 12 december 1990.

De Minister-voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting,
Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS